



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 11 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 mai 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGC GLASS SEINGBOUSE

Parc d'activités Districal
Mégazone Moselle Est
57455 Seingbouse

Références : SEINGBOUSE_AGC-INTERPANE_2024-10-08_RAPVI_JPBM_00122.odt
Code AIOT : 0006204851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 mai 2024 dans l'établissement AGC GLASS SEINGBOUSE implanté Parc d'activités Districal Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse. L'inspection a été annoncée le 1^{er} mars 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC). Plus précisément, cette visite est centrée sur les mesures continues des rejets atmosphériques, en particulier ceux du four verrier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGC GLASS SEINGBOUSE
- Parc d'activités Districal Mégazone Moselle Est 57455 Seingbouse
- Code AIOT : 0006204851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AGC Glass Seingbouse est notamment autorisée par l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-413 modifié du 22 décembre 2000 et complété par les arrêtés préfectoraux 2016-DLP/BUPE-245 du 17 octobre 2016, 2017-DCAT-BEPE-188 du 12 septembre 2017, DCAT/BEPE/n°2021-143 du 20 juillet 2021 et DCAT/BEPE/n°2022-63 du 7 avril 2022 à exploiter un four verrier sur la commune de Seingbouse, et est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rubriques	Autre du 11/10/2023, article R.511-9	Demande de justificatifs à l'exploitant	3 mois
5	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/03/2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale, article 71 (partiel), , Arrêté ministériel du	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		03/08/2018, article 31 (partiel)		
8	Unités de traitement des effluents rejetés	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance réglementaire des NOx et SOx	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 72 (partiel)	Sans objet
3	Surveillance réglementaire formaldéhyde et phénol	Arrêté Préfectoral du 20/07/2021, article 3 (partiel)	Sans objet
4	Surveillance réglementaire des poussières	Arrêté Préfectoral du 22/12/2000, article 4.4 (partiel)	Sans objet
6	Surveillance réglementaire des métaux	Arrêté Préfectoral du 20/07/2021, article 3 (partiel)	Sans objet
7	Effluents rejetés	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître :

- des écarts susceptibles de faire l'objet d'une mise en demeure ultérieure qui imposent :
 - de réaliser les contrôles QAL2, QAL3 et AST requis,
 - d'effectuer une évaluation des polluants rejetés durant les périodes d'indisponibilité du système de traitement des fumées ;
 - de transmettre la liste des appareils de combustion avec leurs caractéristiques

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques

Référence réglementaire : Autre du 11/10/2023, article R.511-9 et son annexe (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour des rubriques
Prescription contrôlée : article R.511-9 : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe : [...] A-NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES [...] N°2910 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la

<p>puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p> <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E)</p> <p>2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A)</p> <p>[...]</p> <p>N°3110</p> <p>Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW (A-3)</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les "fiches techniques Combustion" éditées le 22 novembre 2019 par la DGPR, "explicitent la méthode d'évaluation de la puissance thermique nominale totale de l'installation : il faut d'abord calculer la puissance nominale de toutes les activités de combustion de l'établissement (y compris le chauffage direct, les fours verriers, [...] les séchoirs, [...] les groupes électrogènes, [...] les appareils de puissance inférieure à 1 MW [...] fonctionnant en simultané, c'est-à-dire la puissance totale (Ptotale) des activités de combustion du site."</p> <p>Au regard des échanges lors de la visite et des informations dont dispose l'inspection, le site d'AGC Glass SEINGBOUSE est constitué principalement d'un four verrier d'une puissance variant de 47 à 60 MW selon les rapports relatifs aux contrôles des rejets atmosphériques de ces 2 dernières années.</p> <p>Considérant que le site dispose également d'une chaudière MAXXTEC de 5 MW et d'une chaudière LOOS de 1,33 MW, ainsi que d'autres équipements de puissance inférieure, la puissance totale des installations du site pourrait dépasser le seuil des 50 MW, laissant suggérer que les activités de combustion de l'établissement seraient donc en principe classées au titre de la rubrique ICPE 3110 sous le régime de l'autorisation, et ne relèveraient <i>a priori</i> plus de la rubrique 2910.</p> <p>Aussi, au regard des incertitudes relevées suite à la visite, notamment sur la puissance du four verrier, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser une mise à jour du tableau des rubriques dont relève le site d'AGC Glass SEINGBOUSE, ainsi que de lui transmettre la liste complète des équipements (four verrier, chaudières...) émetteurs de rejets atmosphériques, en précisant pour chacun d'eux : puissance, hauteur de la cheminée, débit, vitesse d'éjection des fumées, traitements éventuels.</p> <p>Le cas échéant, l'inspection proposera ultérieurement un arrêté préfectoral complémentaire afin d'acter le changement de rubrique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance réglementaire des NOx et SOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 72 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures continues des NOx et SOx
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés pour l'ensemble de l'établissement dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 71 une détermination ou une mesure en permanence du débit des fumées correspondant ainsi que les mesures ci-après des paramètres permettant de mesurer le flux massique de polluant émis et d'exprimer les résultats dans les conditions de référence (sur gaz secs). Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement au moins une fois tous les trois ans.</p> <p>[...]</p>

<p>2° Oxydes de soufre :</p> <p>Si le flux horaire dépasse 20 kg/h, la mesure en permanence des émissions d'oxydes de soufre est réalisée. Cette mesure peut être remplacée par un bilan matière mensuel fondé sur une mesure du débit et de la teneur en soufre du combustible si l'exploitant vérifie périodiquement la bonne représentativité du bilan matière en effectuant des mesures directes d'oxydes de soufre.</p> <p>3° Oxydes d'azote :</p> <p>Si le flux horaire dépasse 20 kg/h, la mesure en permanence des émissions d'oxydes d'azote est réalisée.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection les mesures continues en salle de contrôle du site.</p> <p>Il a déclaré avoir les enregistrements et a transmis le registre des mesures continues (horaires) de mars et avril 2024 des SOx et des NOx par courriel du 13 mai 2024.</p> <p>La prescription est donc respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance réglementaire formaldéhyde et phénol

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2021, article 3 (partiel) et Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 53 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté Préfectoral du 20/07/2021, article 3 :</p> <p>« [...]</p> <p>Ce débit est fixé à une valeur maximale de 110 000 Nm³/h.</p> <p>Les installations seront exploitées de manière à respecter à l'émission des gaz les Valeurs Limite d'Emission (VLE) précisées ci-après (F : Fioul ; GN : gaz naturel) :</p> <p>[...]</p> <p>- formaldéhyde+phénol :</p> <p>Concentration (F et GN) : 20 mg/Nm³</p> <p>Flux spécifique (F et GN) : 0,05 kg/tonne</p> <p>Flux horaire maximal (F et GN) : 1,44 kg/h</p> <p>[...]</p> <p>Les VLE en concentrations fixées au présent article s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement, à l'exception des périodes visées à l'article 4.9 du présent arrêté.</p> <p>Les VLE en flux fixées au présent article sont relatives à toutes les périodes d'exploitation, y compris celles visées à l'article 4.9 du présent arrêté.</p> <p>[...] »</p> <p>Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 53</p> <p>« [...]</p> <p>II. - Substances à phrases de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60, R. 61 et halogénées étiquetées R. 40, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses :</p> <p>Les substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées les phrases de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60 ou R. 61, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacées autant que possible par des substances ou des préparations moins nocives. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en composés organiques volatils est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions des composés organiques volatils halogénés étiquetés R. 40, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés. »</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des mesures annuelles pour l'année 2023 des COVT (comprenant les formaldéhydes et les phénols) qui se sont révélés nuls.</p> <p>L'exploitant a également présenté les résultats des mesures des formaldéhydes et des phénols du quatrième trimestre de l'année 2023 qui sont également nuls.</p> <p>La valeur limite d'émission (VLE) de la concentration en formaldéhyde (R45, R49) de l'arrêté préfectoral complémentaire DCAT/BEPE/N°2021-143 du 20 juillet 2021 (formaldéhydes+phénol : 20 mg/Nm3) est nettement supérieure à la VLE de 2 mg/Nm3 de l'AM de 2003.</p> <p>L'inspection relève que la VLE de 20 mg/Nm3 est une prescription inadaptée, car introduisant une dérogation non justifiable au regard des exigences de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 12/03/2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.</p> <p>Dans tous les cas, les mesures de formaldéhydes+phénol sont conformes.</p> <p>L'inspection des installations classées propose d'intégrer cette correction lors d'un prochain arrêté préfectoral.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 4 : Surveillance réglementaire des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2000, article 4.4 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures continues des poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les teneurs en poussières seront évaluées en continu.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection les mesures continues en salle de contrôle du site, et notamment les poussières.</p> <p>Par ailleurs, par courriel du 13 mai 2024, l'exploitant a transmis le registre des mesures continues (horaires) de mars et avril 2024 des poussières.</p> <p>L'exploitant réalise donc les mesures en continu, et par conséquent, la prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71 (partiel), Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58 (partiel), Arrêté ministériel du 03/08/2018, article 31 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la qualité de l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 :</p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>[...]</p> <p>Article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998</p> <p>[...]</p> <p>II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>[...]</p> <p>Article 31 de l'arrêté du 3 août 2018</p> <p>I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions</p>

ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). [...]
<p>Constats :</p> <p>La méthode précisée dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air consiste en la mise en place des procédures appelées QAL1, QAL2, QAL3, et AST (test annuel de surveillance). L'application de ces procédures permet de répondre à l'exigence de mesures fiables, répétables et reproductibles. Dans le cas où une autre méthode serait utilisée, il incombe alors à l'exploitant de justifier que celle-ci est fiable, répétable et reproductible.</p> <p>Les procédures précitées ne sont pas mises en place par l'exploitant, bien que le constructeur des appareils de mesures viennent régulièrement les contrôler. Le QAL1 n'est pas exigible puisqu'il est réalisé avant la mise en route des installations. Néanmoins, les étapes QAL2, QAL3 et AST doivent conduire à des résultats satisfaisants.</p> <p>Par courriel du 13 mai 2004, l'exploitant s'engage à effectuer les prestations QAL2 et AST. Pour autant, la procédure QAL3 doit également être menée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet de demander à l'exploitant la réalisation d'un QAL 2, QAL 3 et AST conformément à la réglementation en vigueur dans un délai de 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Surveillance réglementaire des métaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2021, article 3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur Limite d'Emission (Métaux)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Ce débit est fixé à une valeur maximale de 110 000 Nm³/h.</p> <p>Les installations seront exploitées de manière à respecter à l'émission des gaz les Valeurs Limite d'Emission (VLE) précisées ci-après (F : Fioul ; GN : gaz naturel) :</p> <p>[...]</p> <p>- Cd+Hg+Tl (gazeux et particulaire) :</p> <p>Concentration (F et GN) : 0,05 mg/Nm³ par métal ou 0,1 mg/Nm³ pour la somme, si le flux dépasse 1 g/h</p> <p>Flux spécifique (F et GN) : concentration*facteur spécifique</p> <p>Flux horaire maximal (F et GN) : 0,01 kg/h pour la somme ; 0,005 kg/h par métal (Cd, Hg) – As+Co+Ni+Se :</p> <p>Concentration (F et GN) : 1 mg/Nm³ si le flux dépasse 5 g/h</p> <p>Flux spécifique (F et GN) : concentration*facteur spécifique</p> <p>Flux horaire maximal (F et GN) : 0,05 kg/h pour la somme ; 0,005 kg/h par métal (As, Ni)</p> <p>- Pb :</p> <p>Concentration (F et GN) : 1 mg/Nm³ si le flux dépasse 5 g/h</p> <p>Flux spécifique (F et GN) : concentration*facteur spécifique</p> <p>Flux horaire maximal (F et GN) : 0,005 kg/h</p> <p>- Sb+Cr+Cu+Sn+Mn+V :</p> <p>Concentration (F et GN) : 5 mg/Nm³ si le flux dépasse 25 g/h</p> <p>Flux spécifique (F et GN) : concentration*facteur spécifique</p> <p>Flux horaire maximal (F et GN) : 0,5 kg/h</p> <p>- As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI :</p> <p>Concentration (F et GN) : 1 mg/Nm³</p> <p>Flux spécifique (F et GN) : 0,0025 kg/tonne</p> <p>Flux horaire maximal (F et GN) : 0,072 kg/h pour la somme ; 0,005 kg/h par métal (Cd, As, Ni)</p> <p>- As+Co+Ni+Cd+Se+CrVI+Sb+Pb+CrIII+Cu+Mn+V+S :</p> <p>Concentration (F et GN) : 5 mg/Nm³</p>

<p>Flux spécifique (F et GN) : 0,0125 kg/tonne Flux horaire maximal (F et GN) : 0,36 kg/h pour la somme ; 0,005 kg/h par métal (Cd, As, Ni)</p> <p>Les VLE en concentrations fixées au présent article s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement, à l'exception des périodes visées à l'article 4.9 du présent arrêté.</p> <p>Les VLE en flux fixées au présent article sont relatives à toutes les périodes d'exploitation, y compris celles visées à l'article 4.9 du présent arrêté. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des mesures annuelles de l'année 2023 des différents métaux en sortie du four verrier selon le rapport du laboratoire de contrôle du 18 octobre 2023. Les valeurs des mesures présentées sont inférieures aux VLE. La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Effluents rejetés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitements des effluents rejetés</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que le suivi et la maintenance des trois étapes les plus délicates du process (four verrier, bain d'étain, traitement des fumées) sont gérés par le logiciel MAO (Maintenance Assistée par Ordinateur). En cas de dépassement de paramètres tels NOx, SOx, température, ..., une alarme visuelle et le cas échéant sonore (dans les cas les plus graves) survient. Concernant spécifiquement le traitement des fumées, les SOx sont traités par de la chaux, et les NOx par de l'ammoniac. Ce traitement est suivi en continu en salle de contrôle centrale du site 24h/24. Un registre informatique capture en continu les paramètres. La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Unités de traitement des effluents rejetés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt des unités de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée : Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>
<p>Constats : Par courriel du 10 mai 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection son registre des arrêts de son traitement des fumées du four verrier depuis sa mise en place en 2007. L'inspection observe qu'il</p>

<p>n'y a plus eu de dépassement des 250 heures depuis l'année 2019.</p> <p>Pour autant, lors de l'arrêt de son unité de traitement des fumées, l'exploitant n'évalue pas les polluants rejetés. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant d'établir une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant l'évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>